

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Le 13 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 Rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : 167/RAPVI/MOF/IC240217/VAT20240209
Code AIOT : 0010000167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2024 dans l'établissement AXEREAL implanté Lieu dit Le Bourg 28340 Boissy-lès-Perche. L'inspection a été annoncée le 26/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Pour mémoire :

Les suites données à la non-conformité NC7 formulée le 13 septembre 2021 ayant été traitées, elles n'ont pas été abordées lors de l'inspection du 29 mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Lieu dit Le Bourg 28340 Boissy-lès-Perche
- Code AIOT : 0010000167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Complexe céréalier bénéficiant d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°1730 du 12 septembre 1985, complété par arrêté préfectoral n°1795 du 30 mai 1989.

Le stockage de céréales est constitué de 3 silos:

- 2 silos verticaux - volume global de stockage : 35 700 m3 ;

- 1 silo plat - capacité de stockage : 5 200 m3.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Suites données par l'exploitant à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 décembre 2021 ;
- Suites données par l'exploitant à l'inspection du 13 septembre 2021 ;
- Certains points de l'action silos relative à la surveillance des installations et aux installations de transfert des grains reconduite en 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Nota hors points de contrôle : Odeurs de fosse septique à l'arrivée de l'inspection des installations classées dues à la fosse septique saturée. Il appartient à l'exploitant d'engager des actions correctives au titre du code du travail et de la santé publique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Disposition s générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	-	Demande d'action corrective	60 jours
3	Disposition s générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	-	Demande d'action corrective	60 jours
4	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	-	Demande d'action corrective	60 jours
5	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	NC4 VI 13/09/2021	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
6	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	NC1* VI 13/09/2021 Arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 décembre 2021	Astreinte, Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de protection				
7	Rétention — Retenue des eaux potentiellement polluées	Arrêté Préfectoral du 30/05/1989, article 2.13	NC5 VI 13/09/2021 Arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 décembre 2021	Levée de mise en demeure sur les constats de l'inspection du 13/09/2021 ; Mise en demeure, respect de prescription sur les constats du 29/03/2024	15 jours
9	Mise à l'arrêt définitif d'activité classée	Code de l'environnement du 29/03/2024, article R. 512-66-1	NC2 VI 13/09/2021	Demande d'action corrective	60 jours
10	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	NC3 VI 13/09/2021	Demande d'action corrective	60 jours
11	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8	-	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	-	Sans objet
8	Gestion des	Arrêté	Arrêté préfectoral	Levée de mise en

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	déchets	Préfectoral du 30/05/1989, article 2.9	de mise en demeure du 28 décembre 2021	demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun document désignant nommément la personne responsable de la surveillance de l'installation n'a été présenté lors de la visite d'inspection. La demande de présentation de la désignation nominative a été faite dans la fiche de visite d'inspection remise à l'exploitant le 29/03/2024. A ce jour, l'exploitant n' a pas transmis ce document à l'inspection.</p> <p>Aucun plan de formation du personnel relatif aux risques particuliers liés aux silos n'a été présenté lors de la visite d'inspection.</p> <p>Cependant, les trois employés présents sur le site ont présenté des justificatifs récents de suivi de formation "La maîtrise des risques en silo". Cette formation a été réalisée sur la plateforme digitale "SMOOTHIE" d'Axérial le 02/10/2023 par la présente responsable de site, le 29/03/2024 pour l'agent conseil approvisionnement collecte, et le 28/11/2022 pour le troisième employé présent sur site.</p> <p><u>Constats:</u></p> <p><u>L'exploitant n'est pas en capacité de présenter :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – <u>les justificatifs relatifs à la désignation nominative de la personne responsable de la surveillance et de l'exploitation de l'installation,</u> – <u>le plan formalisé de formation de son personnel aux risques particuliers liés aux silos.</u>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et des travaux
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer [...] à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations [...].
Constats : Contrôle par sondage : - Documents présentés : consignes annexées au permis de feu. Au vu des documents présentés, les consignes de sécurité sont disponibles et indiquent la nécessité de réaliser une ronde 2h après la fin des travaux. <u>Constat : pas de non-respect constaté.</u> Pour mémoire, constat visuel : présence de panneaux d'interdiction de fumer au niveau des entrées de silos.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommé désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : L'inspection des installations classées a consulté le permis de feu daté du 27 mars 2024, concernant une intervention télescopique (usage de disqueuse et meuleuse), et le permis de feu daté du 25 mars 2024, concernant un entretien préventif des silos 1, 2 et 3. Les deux permis de feu ont été signés et une ronde de surveillance a été effectuée au moins deux heures après la réalisation des travaux.

Cependant, aucun document désignant nommément la personne accordant les permis de feu n'a été présenté lors de la visite d'inspection. La demande de présentation de la désignation nominative de la personne accordant les permis de feu a été faite dans la fiche de visite d'inspection. A ce jour, l'exploitant n'a pas transmis ce document.

Constat :

-Absence de désignation nominative de la personne responsable de la délivrance et signature des permis de feu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

Constats :

Les rapports de vérification des installations électriques 2023 réalisée le 6 novembre 2023 par DEKRA -rapports ICPE et Q18- mentionnent des non-conformités pouvant entraîner des risques d'incendie ou d'explosion (poussières armoires électriques et problème de différentiel 30mA au magasin à engrais).

Concernant ces deux écarts, l'exploitant a présenté des extraits du rapport DEKRA annoté informatiquement "fait INEO" le 02/02/2024.

Cet extrait de rapport fait par ailleurs état d'un problème d'isolement entre l'interrupteur et le disjoncteur général. L'exploitant a déclaré que cette situation n'est pas traitée.

De plus, au vu des rapports cités ci-dessus, la vérification des installations électriques est incomplète. Le rapport foudre et la liste des appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'une explosion ou d'un incendie n'ont pas été présentés à l'organisme de

contrôle des installations électriques. Le rapport relève une absence et/ou inadaptation des dispositifs de protection de surintensités du transformateur. La coupure totale n'a également pas été réalisée.

Constats :

- La vérification des installations électriques effectuée en 2023 est incomplète.

- Les installations électriques présentent des non-conformités risquant de générer un incendie ou une explosion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage

Prescription contrôlée :

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]

Constats :

Constat NC4 de la visite du 13/09/2021 :

Le dysfonctionnement lié à la simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport de la bande du transporteur à bande TB1 d'ensilage du silo 1 n'a pas occasionné le déclenchement d'alarmes permettant de visualiser cet incident (alarmes sonore et/ou lumineuse).

Réponse de l'exploitant le 12 novembre 2021 :

Un remplacement de l'alarme sonore est programmé [...] Cette action sera réalisée en début d'année 2022.

Constat du 29/03/2024:

La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport de la bande du transporteur à bande du silo 1 a occasionné l'arrêt du tapis. Il n'a néanmoins pas occasionné le déclenchement d'alarmes permettant de visualiser cet incident.

La non-conformité NC4 est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des silos
Prescription contrôlée : <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
Constats : <p><u>Constat Non-conformité NC 1* de la visite du 13/09/2021 :</u></p> <p>Dans les parties des silos 1 et 2 visitées, il a été constaté la présence de dépôts de poussières importants, tout particulièrement au niveau de la tour de manutention du silo 2, de nature à créer une atmosphère explosive, en cas de mise en suspension. Selon les enregistrements des opérations de nettoyage présentés, les fréquences de nettoyage fixées par l'exploitant, dans ses consignes groupe AXEREAL, ne sont pas respectées. La conception du silo 2, et les accès difficiles pour assurer le nettoyage, ne permettent pas de limiter au mieux les risques d'accident.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 15/11/2021 :</u></p> <p>Le nettoyage du ciel de cellules du silo n°1 est réalisé. Un nettoyage du silo n°2 est programmé par le site [...] En complément, une demande d'intervention est en cours pour réaliser un cantonnement entre la fosse de réception et la tour de manutention du silo n°2 sur le principe de la réception existante côté fosse de réception, pour limiter l'empoussièrement.</p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/12/2021 :</u></p> <p>La non conformité NC1* n'a pas été totalement traitée et a été maintenue, faisant l'objet de l'article 1.1 de l'arrêté de mise en demeure du 28/12/2021 (délai de 1 mois pour le nettoyage des silos).</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 18/01/2022 :</u></p> <p>Le nettoyage du ciel de cellule du silo 1 est réalisé. Nous avons transmis des illustrations dans notre courrier du 15 novembre 2021 réponse au projet AMD. Vous trouverez ci-dessous des illustrations du nettoyage de la tour de manutention du silo 2 ainsi qu'une copie des nettoyages réalisés conformément aux consignes en interne (un nettoyage complet à minima une fois par trimestre). Les installations sont propres.</p> <p><u>Constats du 29/03/2024 :</u></p>

<p>Le carnet d'entretien préventif mis à disposition de l'inspection des installations classées indique que le dernier nettoyage des silos n° 1, 2 et 3 a eu lieu le 25-28/03/2024. Avant cela, deux nettoyages des silos n° 1, 2, et 3 ont eu lieu en 2024 : le 27/01 et le 13/02.</p> <p>La procédure de nettoyage des silos a été mise à jour le 02/08/2012. Les améliorations constructives du silo n°2 mentionnées dans les réponses de l'exploitant du 15/11/2021 n'ont pas été réalisées (cantonnement entre la fosse de réception et la tour de manutention).</p> <p>La centrale d'aspiration du silo n°1 est bouchée au moment de la visite d'inspection. Il a été indiqué que des travaux sont en cours pour remédier à ce problème.</p> <p>Des efforts de nettoyage ont été réalisés sur toutes les parties basses des silos, atteignables à hauteur humaine. Cependant, il a été constaté la présence de dépôts de poussières de plusieurs centimètres en partie haute du silo n°2, particulièrement au niveau de la tour de manutention, et au niveau du ciel de cellules du silo n°3, susceptibles de créer une atmosphère explosible en cas de mise en suspension. <u>La non-conformité NC1* est maintenue.</u></p> <p><u>- Présence de dépôts de poussières de plusieurs centimètres dans les silos.</u></p> <p>L'exploitant n'a pas pris en compte les remarques de l'inspection ni mis en place les actions correctives pour pallier l'empoussièrement des silos.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place les actions correctives nécessaires pour corriger les non-conformités et en éviter le renouvellement, et transmettra tout justificatif d'enclenchement des actions correctives.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Rétention — Retenue des eaux potentiellement polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/1989, article 2.13
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention des eaux potentiellement polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de prévenir toute pollution accidentelle, les dispositifs appropriés sont mis en place au niveau de l'installation et du dispositif de rejet [...].</p> <p>Toutes mesures sont prises pour qu'aucun entraînement d'engrais solides ou liquide ou de poussières d'engrais solide ne se produise avec les rejets résiduels ou pluviaux ou encore vienne polluer la nappe souterraine.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la non-conformité NC5 lors de la visite du 13/09/2021:</u></p> <p>Il a été constaté l'absence de dispositif de rétention au niveau du magasin de stockage des produits phytopharmaceutiques, afin qu'aucun entraînement de liquide ne se produise avec les rejets d'eaux pluviales, ou viennent polluer la nappe souterraine, tout particulièrement en phase accidentelle en cas d'incendie.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 15/11/2021:</u></p>

Nous avons équipé le stockage de produits phytopharmaceutiques d'un système de rétention amovible, au niveau de l'entrée du local. [...] De plus une demande d'intervention est en cours pour améliorer, dans le délai fixé par le projet d'arrêté de mise en demeure, l'étanchéité du local au niveau du premier rang de parpaings du local.

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/12/2021 :

La non-conformité NC5 n'a pas été totalement traitée et a été maintenue, faisant l'objet de l'article 1.2 de l'arrêté de mise en demeure du 28/12/2021 (délai de 2 mois pour la mise en place des dispositifs de rétention appropriés).

Réponse de l'exploitant du 18/01/2022:

Nous avons équipé le stockage de produits phytopharmaceutiques d'un système de rétention amovible, au niveau de l'entrée du local [...] ainsi que l'affichage de rappel de l'importance de positionner ce système après chaque manipulation. De plus, nous avons réalisé des travaux pour améliorer l'étanchéité du local au niveau du premier rang de parpaing tout autour du local [...]. Nous disposons d'un système de rétention dans le stockage des produits phytopharmaceutiques.

Constats du 29/03/2024:

Les travaux d'amélioration de l'étanchéité du local ont été réalisés. Le système de rétention amovible au niveau de l'entrée du local est présent, cependant il n'est pas placé dans le bon sens selon la notice d'utilisation fournie avec le système. Non-conformité corrigée par l'exploitant en remettant le dispositif dans le sens prévu lors de l'inspection.

L'inspection recommande à l'exploitant de faire un test de ce type de dispositif pour s'en assurer la maîtrise.

Il a été constaté la présence d'engrais solides de la rubrique 4702-IV (64 big bag de 600 kg de NPK) stockés à l'extérieur sur sol nu, sans rétention, susceptibles d'être entraînés dans les eaux pluviales en cas de déversement accidentel.

- Mauvais positionnement du système de rétention amovible des eaux potentiellement polluées. Corrigé en inspection

- Présence d'engrais solides, répondant aux critères de la rubrique 4702-IV, stockés en extérieur sans rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure sur les constats de la précédente inspection ; Mise en demeure, respect de prescription sur les constats du 29/03/2024

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/1989, article 2.9

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets produits par l'exploitation seront éliminés dans les installations régulièrement autorisées au titre de la loi du 19 Juillet 1976, dans les conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement.

<p>Constats :</p> <p><u>Constat Non-conformité NC6 de la visite du 13/09/2021 :</u></p> <p>Il a été constaté la présence de déchets produits sur le site et entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, dans des conditions présentant des risques de pollution (absence de prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. De plus, les biodéchets produits ne font pas l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique, conformément aux articles R. 543-225 à R. 543-227 du code de l'environnement.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 15/11/2021 :</u></p> <p>Envoi d'une photo justifiant de l'évacuation des déchets entreposés sur site.</p> <p>"Concernant les plaques fibrociment abîmées, nous attendons de notre prestataire, le retour du bordereau de suivi des déchets amiantés. Nous avons rappelé aux salariés du site l'importance de trier les déchets et de les évacuer au fur et à mesure".</p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/12/2021 :</u></p> <p>La non-conformité NC6 n'a pas été totalement traitée et a été maintenue, faisant l'objet de l'article 1.3 de l'arrêté de mise en demeure du 28/12/2021 (délai de 2 mois pour l'élimination des déchets).</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 18/01/2022 :</u></p> <p>En complément de notre réponse du 15 novembre 2021, vous trouverez ci-joint le BSD de l'enlèvement de l'amiante.</p> <p><u>Constats du 29/03/2024 :</u></p> <p>Le Bordereau de suivi des déchets n°170605 datant du 11/01/2022 (prestataire SAS D'B CENTRE) des plaques d'amiante provenant du site a été fourni à l'inspection des installations classées.</p> <p>Aucun déchet mal entreposé n'a été remarqué sur le site.</p> <p><u>La non-conformité NC6 est soldée.</u></p> <p>Il a été remarqué d'après le BSD fourni à l'inspection des installations classées que la quantité estimée de plaques d'amiante (3 tonnes) ne correspond pas avec la quantité reçue (1 tonne 120). L'inspection des installations classées rappelle l'importance d'être vigilant sur le suivi des déchets, notamment les déchets dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 9 : Mise à l'arrêt définitif d'activité classée

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/03/2024, article R. 512-66-1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.

Lorsque la notification concerne une installation classée soumise à déclaration incluse dans :

- un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 1 du présent chapitre ;
- un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'enregistrement, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 2 du présent chapitre lorsque la mise à l'arrêt définitif concerne également une ou plusieurs installations soumises à enregistrement.

Constats :

Constat Non-conformité NC2 de la visite du 13/09/2021 :

L'exploitant n'a pas notifié au préfet d'Eure-et-Loir la mise à l'arrêt définitif des installations classées soumises à déclaration au titre des rubriques 1180 (ex 355 A), 2260-2 (ex 2910-A2) et 4718 conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 1 du présent chapitre I du titre I du code de l'environnement. Il est rappelé à l'exploitant que cette déclaration doit comporter les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité de l'installation, notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets associés à ces cessations partielles des activités du site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion en lien avec ces cessations partielles des activités du site ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement concernant plus particulièrement les transformateurs au PCB et le réservoir enterré de FOD.

Réponse de l'exploitant du 12/11/2021:

Envoi de documents relatifs à l'évacuation du transformateur aux PCB.

"Les deux séchoirs ne sont plus exploités. Pour le silo n°3, la cuve de GPL est retirée. Pour le silo n°2, la cuve enterrée de 30m3 de fuel est située dans la cour, à proximité du silo. Cette cuve est déconnectée; par contre, elle n'est pas inertée. Les demandes de chiffrage sont en cours. [...] A réception des documents d'inertage de cette cuve, nous informerons le Préfet de la mise à l'arrêt des équipements et des mesures réalisées."

Constat du 29/03/2024 :

La cessation partielle d'activités classées n'a toujours pas été notifiée au préfet d'Eure-et-Loir.

Le Bordereau de suivi des déchets relatif à l'évacuation d'un transformateur aux PCB en 2007, fourni le 12/11/2021 à l'Inspection des Installations Classées par l'exploitant, n'est pas complètement rempli et ne permet pas d'établir clairement que le transformateur PCB en question est celui présent sur le site d'AXEREAL à Boissy-Lès-Perche. C'est le cas également pour le ticket de pesée et le certificat de destruction fournis également le 12/11/2021.

Concernant la cuve de GPL, le certificat de neutralisation de la cuve daté du 02/03/2022, ainsi que le Bordereau de suivi des déchets n°202205557 relatif aux résidus de nettoyage de la cuve ont été fournis le jour de l'inspection. Il a été remarqué que le bordereau n'est pas complètement rempli (la partie, "A remplir par l'installation de destination" n'est pas dûment remplie).

<u>La non-conformité NC2 est maintenue partiellement, concernant les séchoirs et transformateur aux PCB.</u>
<u>- L'exploitant n'a pas notifié au préfet d'Eure-et-Loir la mise à l'arrêt définitif d'une partie de ses activités classées au titre des rubriques 2792 (ex 1180 et 355 A) et 2260-2 (ex 2910-A2).</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Porte de découplage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 du présent arrêté, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ; - et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur. Si la configuration du site ne permet pas de mettre en oeuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions doit être mis en place. <p>Dans les silos existants, en cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables, - et (excepté pour les transporteurs) : - posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion, ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion ; - et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion.
<p>Constats :</p> <p><u>Constat Non-conformité NC3 de la visite du 13/09/2021 :</u></p> <p>Il a été constaté l'absence de panneau mentionnant l'obligation de maintenir les portes de découplage fermées, affiché à proximité et facilement visible par le personnel au niveau de la</p>

porte de découplage entre la tour et le ciel des cellules du silo 3. Par ailleurs, la porte s'ouvre vers la galerie. En cas d'explosion primaire au sein de la tour de manutention, la tenue de la porte en position fermée repose uniquement sur la résistance de son pêne à une surpression de 32 mbar (Cf EDD, page 184), en regard du sens d'ouverture de ladite porte. La résistance de la porte de découplage n'est donc pas démontrée.

Réponse de l'exploitant du 12/11/2021 :

Fourniture d'une photo montrant l'apposition d'un panneau sur la porte de découplage, mentionnant l'obligation de maintenir les portes de découplage fermées, et d'un argumentaire prouvant qu'en cas d'explosion, les zones d'effets restent dans l'enceinte du site.

Cet argumentaire exposé par l'exploitant a été jugé non recevable par l'inspection des Installations Classées. La résistance à une surpression de 32mbar est déterminée par l'étude de dangers, qui n'a pas été fournie.

Constat du 29/03/2024 :

Aucune étude de dangers concernant la résistance de la porte de découplage à une surpression de 32 mbar n'a été présentée lors de la visite.

Le panneau mentionnant l'obligation de maintenir les portes de découplage fermées était présent mais pas fixé à la porte de découplage.

La non-conformité NC3 est maintenue.

- La résistance de la porte de découplage entre la tour de manutention et le ciel des cellules du silo n°3 n'est pas démontrée, et le système de verrouillage de ladite porte n'a pas été renforcé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8

Thème(s) : Autre, Clôture

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).

Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

Constats :

Constat du 29/03/2024 :

Il a été constaté l'absence de clôture sur la majeure partie de la limite d'établissement, côté route. La végétation clairsemée ne permet pas d'empêcher l'accès au site aux personnes non autorisées.

- Les mesures présentes sur le site n'empêchent pas l'accès aux installations pour les personnes non autorisées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours